

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 37

[C — 2005/29334]

9 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002, portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., notamment les articles 3; 5, 4°; 6, § 2 et 25, alinéa 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié ultérieurement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

Vu les propositions du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, données les 22 décembre 2004;

Vu les avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donnés les 22 juin et 22 septembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 octobre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 octobre 2005;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 octobre 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 39.326/4 rendu le 23 novembre 2005, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié*

Article 1^{er}. L'article 2, 7°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil tel que modifié est remplacé par la disposition suivante :

« 7° « l'accueillant(e) d'enfants » : personne physique qui assure un accueil à caractère familial pour des enfants de zéro à six ans dans un lieu adapté à cette fin et qui est soit conventionné(e) avec un service visé au 6°, soit autonome. Deux accueillant(e)s conventionné(e)s au plus ou deux accueillant(e)s autonomes au plus peuvent exercer leur activité ensemble en un même lieu. »

Art. 2. L'article 12, du même arrêté, est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. L'accueillant(e) d'enfants a une capacité d'accueil de un à quatre enfants équivalents temps plein. Cette capacité d'accueil est fixée en tenant notamment compte des enfants de moins de trois ans de l'accueillant(e) d'enfants présents dans le milieu d'accueil.

§ 2. Lorsque l'accueillant(e) d'enfants exerce seul(e) son activité, le nombre d'enfants inscrits chez un(e) même accueillant(e) d'enfants ne peut en aucun cas dépasser le double de la capacité d'accueil autorisée.

Le nombre d'enfants accueillis simultanément est de maximum cinq.

Par dérogation à l'alinéa 3, ce nombre peut être porté à six si l'accueillant(e) d'enfants est autorisé(e) pour quatre enfants équivalents temps plein et que le sixième enfant a entre deux ans et demi et six ans, qu'il a un lien de parenté avec un des autres enfants inscrits et qu'il est accueilli exclusivement avant et/ou après l'école.

§ 3. Lorsque deux accueillant(e)s d'enfants exercent leur activité ensemble en un même lieu, le nombre total d'enfants inscrits auprès d'eux (elles) ne peut en aucun cas dépasser quatorze, soit sept par accueillant(e).

Le nombre d'enfants accueillis simultanément est de maximum dix. Dès que plus de cinq enfants sont présents simultanément, la présence des deux accueillant(e)s est requise. »

Art. 3. Un article 18bis, rédigé comme suit, est inséré :

« Lorsque deux accueillant(e)s d'enfants exercent leur activité ensemble en un même lieu, l'espace intérieur réservé à l'accueil des enfants est fixé à 3 m² minimum par place d'accueil pour l'espace de jeux et 2 m² minimum par place d'accueil pour l'espace de repos.

Lorsque l'accueil a lieu à la résidence habituelle d'un(e) accueillant(e) d'enfants et qu'il (elle) exerce son activité avec un(e) autre accueillant(e), un espace de jeux au moins et un espace de repos au moins, sont distincts des pièces habituellement occupées par la famille de l'accueillant(e) ».

Art. 4. A l'article 25, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° un 3^e alinéa est inséré comme suit :

« Lorsque deux accueillant(e)s d'enfants conventionnées exercent leur activité ensemble en un même lieu, la convention visée à l'alinéa 2 porte également sur les éléments suivants : les modalités à appliquer en cas de litige, le mode de fonctionnement, les modalités de partage des locaux et des charges, ainsi que le mode de fixation des prestations de chaque accueillant(e). Cette convention est établie selon un modèle fourni par l'Office. »

2° un 4^e alinéa est inséré comme suit :

« Lorsque deux accueillant(e)s d'enfants autonomes exercent leur activité ensemble en un même lieu, ils (elles) définissent leur collaboration sous la forme d'une convention, selon un modèle fourni par l'Office, prévoyant au moins les personnes et le lieu concerné par la convention, l'objet, la prise d'effet, la durée, les modalités de fin de convention, les modalités d'inscription des enfants conformément à l'article 12, § 3, les modalités en cas de litige, les modalités de fonctionnement dont la rédaction en commun du projet d'accueil, les modalités de partage des locaux et des charges, ainsi que le mode de fixation des prestations de chaque accueillant(e). »

Art. 5. A l'article 27, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « à l'exception de l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e), » sont supprimés.

Art. 6. A l'article 34, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le 1° est remplacé par le 1° suivant :

« 1° un(e) puériculteur(trice) équivalent temps plein pour sept enfants, la qualification de puériculteur(trice) pouvant toutefois être remplacée par une autre qualification, conformément à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 2, sans pour autant que la proportion de puériculteurs(trices) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants; ».

Art. 7. A l'article 35, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° un(e) puériculteur(trice) équivalent temps plein pour neuf enfants, la qualification d'un(e) puériculteur(trice) pouvant être remplacée par une autre qualification, conformément à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 2, sans pour autant que la proportion de puériculteurs(trices) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants; ».

Art. 8. A l'article 36, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La qualification de puériculteur(trice), visée à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, peut toutefois être remplacée par une autre qualification, conformément à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 2, sans pour autant que la proportion de puériculteurs(trices) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants. ».

Art. 9. L'article 37, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« L'encadrement des enfants au sein d'une crèche parentale est assuré par le personnel qualifié minimum suivant :

1,75 équivalent temps plein de personnel justifiant de la formation de puériculteur(trice) ou d'une autre qualification reconnue conformément à l'article 42, § 2, alinéa 2;

0,25 équivalent temps plein d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou d'assistant(e) social(e) ou justifiant d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique.

L'encadrement minimum requis est fixé à 3,5 équivalents temps plein, soit au moins 2 équivalents temps plein de personnel qualifié, conformément à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2° et au plus 1,5 équivalent temps plein assuré par les parents. ».

Art. 10. L'article 38, du même arrêté, est complété par les deux alinéas suivants :

« Peuvent également être pris en compte dans le personnel minimum assurant l'encadrement des enfants, les stagiaires qui, dans le cadre de la formation en alternance ou de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ont conclu avec une maison d'enfants une convention de stage de longue durée, et ce, à concurrence d'un(e) stagiaire par tranche de 12 places, sans toutefois excéder la moitié du personnel d'encadrement de la maison d'enfants.

Les formations visées à l'alinéa précédent doivent donner accès à un des titres reconnus par le Gouvernement pour le personnel d'encadrement des maisons d'enfants visés à l'article 42, § 3, alinéa 2. ».

Art. 11. A l'article 41, du même arrêté, un deuxième alinéa formulé comme suit est inséré :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque deux accueillant(e)s d'enfants exercent leur activité ensemble en un même lieu, la délégation réciproque de l'accueil des enfants est permise entre ces accueillant(e)s et ce sans préjudice du prescrit de l'article 12, § 3. »

Art. 12. L'article 42, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 42. § 1^{er}. Pour les crèches, préguardiennats et maisons communales d'accueil de l'enfance, le(la) Directeur(trice) et les personnes qui assurent l'encadrement psycho-médico-social justifient de la formation d'infirmier(ère) graduée, d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e) en santé communautaire ou d'assistant(e) social(e) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique reconnue par le Gouvernement.

Les personnes qui assurent l'encadrement des enfants justifient de la formation de puériculteur(trice) ou d'une qualification reconnue par le Gouvernement.

§ 2. Pour les crèches parentales, le(la) directeur (trice) et les personnes qui assurent l'encadrement psycho-médico-social justifient de la formation d'infirmier(ère) gradué(e), d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e) en santé communautaire ou d'assistant(e) social(e) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique reconnue par le Gouvernement.

Les personnes, autres que les parents, qui assurent l'encadrement des enfants justifient de la formation de puériculteur(trice) ou d'une qualification reconnue par le Gouvernement.

Les parents qui assurent l'encadrement des enfants justifient d'une qualification reconnue par le Gouvernement ou s'engagent à suivre dans l'année un module de formation accélérée reconnu par le Gouvernement.

§ 3. Pour les maisons d'enfants, le(la) Directeur(trice) justifie d'une formation psycho-médico-sociale reconnue par le Gouvernement ou, à défaut, d'une formation de puériculteur(trice) ou d'une formation de niveau supérieur à finalité psychologique, médicale ou sociale. Dans ces derniers cas le (la) Directeur(trice) s'engage à suivre des modules de formation continue complémentaires à sa formation de base et dispensés par des opérateurs de formation définis à l'article 43, alinéa 2. Le suivi de ces modules doit débuter dans la première année de son entrée en fonction et totaliser 50 heures au minimum qui peuvent être réparties sur trois années.

Le personnel d'encadrement des enfants justifie d'une formation reconnue par le Gouvernement.

§ 4. L'accueillant(e) d'enfants justifie d'une formation reconnue par le Gouvernement ou, à défaut, d'une formation accélérée de minimum 100 heures, reconnue par le Gouvernement.

Art. 13. A l'article 44, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 2, 1°, g), est complété comme suit : «; toutefois, pour les accueillant(e)s d'enfants, la description des infrastructures est jugée suffisante. ».

2° au § 1^{er}, alinéa 2, 4°, a), les termes « au domicile du (de la) candidat(e) accueillant(e) d'enfants » sont remplacés par les termes « dans les locaux qui seront affectés à l'accueil. ».

Art. 14. A l'article 60, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

L'alinéa 1^{er} devient le § 1^{er};

Un § 2 rédigé comme suit est inséré :

« Avant de prendre sa décision, l'Office convoque un membre du pouvoir organisateur et/ou le (la) Directeur(trice) du milieu d'accueil, afin de lui(leur) permettre de faire valoir ses(leurs) observations.

La convocation se fait par voie recommandée à la Poste.

Les personnes convoquées peuvent être accompagnées d'une personne de leur choix.

Un délai minimal de dix jours ouvrables doit s'écouler entre l'envoi de la convocation et l'audition de l'(des) intéressé(s).

A l'issue de l'audition, un procès-verbal est dressé et signé par les personnes présentes. »;

L'alinéa 2 devient le § 3;

Au § 3, visé au 3° du présent article, la phrase : « Toutefois, si le retrait intervient après une mesure de suspension prise en application de l'alinéa premier ou de l'article 63, celui-ci produit ses effets avec application immédiate » est supprimée;

Un § 4, rédigé comme suit, est inséré :

« Si la décision de suspension ou de retrait intervient soit après une demande de mise en conformité immédiate visée à l'art. 59, alinéa 2, soit après une mesure de suspension prise en application du § 3 ou de l'article 63, celle-ci produit ses effets avec application immédiate. »

L'alinéa 3 devient le § 5;

Art. 15. A l'article 61, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

L'alinéa 3 du § 1^{er} est remplacé par l'alinéa 3 suivant : « L'introduction du recours suspend les effets de la décision sauf dans les cas visés à l'article 60, § 4. »;

Le § 2 est remplacé par le paragraphe 2 suivant : « § 2. Dans le mois de la réception du recours, le Conseil d'Administration de l'Office entend séparément un membre du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil et un représentant de l'instance compétente de l'Office dont émane la décision de suspension ou de retrait, afin de lui(leur) permettre de faire valoir ses (leurs) observations, selon la procédure fixée à l'article 60, § 2. ».

Un § 5 rédigé comme suit est inséré : « § 5. Par dérogation aux paragraphes précédents, dans l'hypothèse d'une décision de suspension ou de retrait consécutive à la demande de mise en conformité immédiate visée à l'article 59, alinéa 2, le recours sera traité conformément à la procédure instaurée par l'article 64. ».

Art. 16. A l'article 63, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa 1^{er} suivant : « En cas d'urgence particulière, résultant d'un comportement du milieu d'accueil, d'un membre de son personnel ou de personnes en contact régulier avec les enfants accueillis qui génère des risques sérieux et raisonnablement fondés pour la sécurité et/ou la santé des enfants, l'Office peut suspendre l'accueil de manière préventive. »;

L'alinéa 2 est abrogé;

L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « La décision de l'Office est motivée et prise après avoir invité un membre du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil à faire valoir ses arguments. Un procès-verbal est dressé et signé par toutes les personnes présentes. »;

L'alinéa 4 est abrogé.

Art. 17. A l'article 64, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, le terme « provisoire » est remplacé par le terme « préventive »;

2° L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « Dans les quinze jours ouvrables qui suivent la date de notification du recours urgent, le Conseil d'Administration ou les personnes désignées en son sein entendent un représentant du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil et un représentant de l'instance compétente de l'Office dont émane la décision de suspension ou de retrait, afin de leur permettre de faire valoir leurs observations. A l'issue de l'audition, un procès-verbal est dressé et signé par toutes les personnes présentes. »

Art. 18. A l'article 67, du même arrêté, un deuxième alinéa, rédigé comme suit, est inséré :

« Le service d'accueillant(e)s conventionné(e)s doit obtenir son agrément préalablement à tout fonctionnement. Celui-ci peut lui être accordé moyennant le respect des conditions figurant au Titre II du présent Livre ainsi que des conditions du présent chapitre. »

Art. 19. A l'article 68, 1°, du même arrêté, les termes « au domicile des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s » sont remplacés par les mots « dans les locaux qui seront affectés à l'accueil par les accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s ».

Art. 20. A l'article 70, du même arrêté, un § 3 rédigé comme suit est inséré :

« § 3. Pour ce qui concerne l'accueillant(e) conventionné(e) exerçant son activité avec une autre accueillant(e) en un même lieu, le contrat d'accueil est rédigé au prorata de sa capacité d'accueil personnelle et de celle de l'autre accueillant(e) conformément à l'article 12, § 3. »

Art. 21. A l'article 86, § 1^{er}, du même arrêté, le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o s'il est en activité au moment où il répond à l'appel d'offres visé au 2^o, avoir atteint le taux d'occupation minimum requis, selon le type de milieu d'accueil, au plus tard le trimestre qui précède l'inscription dans la programmation, hormis le troisième trimestre de l'année civile. »

Art. 22. A l'article 87, du même arrêté, un quatrième alinéa, rédigé comme suit, est inséré :

« Dans les limites budgétaires de l'Office, sans préjudice du respect des conditions et modalités fixées par le présent arrêté pour l'octroi des subventions, l'Office est habilité à verser aux milieux d'accueil des avances mensuelles sur base d'une demande introduite selon le modèle annexé au présent arrêté.

Le montant cumulé des avances mensuelles ne peut toutefois, pour un trimestre déterminé, dépasser 80 % du montant de la subvention proméritee, ce montant étant établi par référence à la subvention attribuée pour un trimestre équivalent précédant le trimestre concerné. »

Art. 23. A l'article 93, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o A l'alinéa 3, les termes « sauf s'il y a application de l'alinéa suivant » sont supprimés.

2^o L'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de convention(s) de collaboration, la capacité subventionnée est réduite du nombre de places réservées par les employeurs, sans préjudice des montants versés en application de l'article 140. »

Art. 24. A l'article 97, § 2, du même arrêté, le terme « breveté(e)s » est supprimé.

Art. 25. A l'article 98, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o A l'alinéa 4, les termes « sauf s'il y a application de l'alinéa suivant » sont supprimés.

2^o L'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de convention(s) de collaboration, la capacité subventionnée est réduite du nombre de places réservées par les employeurs, sans préjudice des montants versés en application de l'article 140. »

Art. 26. A l'article 103, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o A l'alinéa 4, les termes « sauf s'il y a application de l'alinéa suivant » sont supprimés.

2^o L'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de convention(s) de collaboration, la capacité subventionnée est réduite du nombre de places réservées par les employeurs, sans préjudice des montants versés en application de l'article 140. »

Art. 27. L'article 116, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les milieux d'accueil agréés visés à l'article 2, 1^o à 4^o, l'Office et tout employeur, public ou privé, peuvent passer une convention de collaboration conclue conformément à l'article 117.

Cette convention prévoit la réservation de places au bénéfice d'enfants de travailleurs de cet employeur, selon une ou plusieurs des modalités visées à l'article 118, en contrepartie du paiement par ce dernier d'une contribution par place réservée selon les modalités fixées à l'article 133.

Un employeur ne peut réserver une (des) place(s) au sein d'un milieu d'accueil susvisé que dans le cadre d'une telle convention de collaboration.

§ 2. Une association d'employeurs peut également passer une convention de collaboration avec un milieu d'accueil visé à l'article 2, 1^o à 4^o et l'Office, au profit d'employeurs membres de cette association, pour autant que chacun des employeurs réservant une ou plusieurs place(s) :

1^o soit mentionné expressément dans la convention de collaboration;

2^o respecte les conditions fixées à l'article 117;

3^o s'engage à verser sa part fixée par convention avec l'association, au Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfance conformément aux dispositions de l'article 133, et selon les modalités définies par l'Office.

La convention règle la répartition des places entre les employeurs.

§ 3. Le pouvoir organisateur du (des) milieu(x) d'accueil visé(s) aux paragraphes précédents est distinct de celui (ceux) du (des) employeur(s) partenaire(s) ou de l'association d'employeurs. Dans tous les cas, l'(les) employeur(s) ou l'association d'employeurs ne peut (peuvent) avoir plus de 50 % de représentants au sein du pouvoir organisateur du milieu d'accueil.

§ 4. Le milieu d'accueil qui a conclu une convention avec un ou plusieurs employeur(s) ou avec une association d'employeurs dispose d'infrastructures propres et physiquement indépendantes du lieu de travail des personnes travaillant pour le (les) employeur(s) partenaire(s).

§ 5. Un ou plusieurs employeur(s) peut (peuvent) indépendamment de la conclusion d'une convention de collaboration ou, le cas échéant, complémentirement à celle-ci, fournir une aide financière à un milieu d'accueil agréé ou autorisé en vue de soutenir son fonctionnement ou de contribuer au financement de travaux d'infrastructures ou d'aménagement de locaux ou d'équipements.

Cette aide financière n'ouvre pas le droit à la réservation de places par le (les) employeur(s) au sein du milieu d'accueil concerné.

Le milieu d'accueil bénéficiaire est tenu d'informer annuellement l'Office, selon les modalités fixées par celui-ci, du montant et de la destination des sommes perçues à titre d'aide financière de chacun des employeurs, notamment si l'employeur souhaite obtenir le bénéfice de la déductibilité fiscale. »

Art. 28. A l'article 117, § 1^{er} du même arrêté, un alinéa 4, rédigé comme suit, est inséré :

« La convention de collaboration est tacitement reconductible pour une période équivalente à la période de collaboration couverte par la convention initiale. Une des parties peut y mettre fin en informant les autres parties par écrit au moins deux mois avant l'échéance de la convention. »

Art. 29. L'article 118, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Les places d'accueil réservées par les employeurs ou par une association d'employeurs dans le cadre d'une convention de collaboration sont :

1° soit des places existantes agréées et subventionnées par l'Office. Dans ce cas, l'Office crée de nouvelles places subventionnées à concurrence des moyens versés par les employeurs au Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfance;

2° soit des places existantes agréées mais non subventionnées par l'Office. Dans ce cas, le milieu d'accueil ne peut bénéficier des aides à l'emploi (APE/ACS) résultant de conventions conclues entre la Communauté française et les Régions;

3° soit des nouvelles places réalisées par extension de capacité d'un milieu d'accueil existant ou par création d'un nouveau milieu d'accueil. »

Art. 30. L'article 119, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Par milieu d'accueil, en cas de réservation de places existantes, le nombre de places réservées est fixé à maximum 25 % de la capacité agréée du milieu d'accueil, arrondi à l'unité inférieure

§ 2. Par milieu d'accueil, en cas d'extension de capacité d'un milieu d'accueil existant, le nombre de places réservées est fixé à maximum 70 %, arrondis à l'unité inférieure, de la capacité agréée du milieu d'accueil au terme de l'extension et la capacité initialement agréée du milieu d'accueil ne peut faire l'objet de réservation de places par les employeurs qu'à concurrence de 25 % de la capacité avant extension.

§ 3. Par milieu d'accueil, en cas de création d'un nouveau milieu d'accueil, le nombre de places réservées est fixé à minimum 60 et à maximum 70 %, arrondis à l'unité inférieure, de la capacité agréée du milieu d'accueil si le milieu d'accueil a passé une convention avec au moins deux employeurs ou une association d'employeurs.

Ce nombre de deux employeurs n'est pas requis si l'(les) employeur(s) est(ont) un(des) employeur(s) public(s) à qui le droit à la déduction fiscale des sommes investies dans le cadre d'une convention de collaboration n'est pas ouvert.

Ce nombre de deux employeurs peut également être réduit s'il n'y a pas assez de milieux d'accueil rencontrant la présente condition pour s'inscrire dans la programmation visée à l'article 86, § 1^{er}, 3°. »

Art. 31. L'article 133, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cadre d'une convention de collaboration, l'employeur verse un montant annuel forfaitaire de 3.000 euros, par place d'accueil réservée, au Fonds de Solidarité et de Développement de l'Accueil de l'Enfance, volet « conventions de collaboration ».

Dans le cas de réservation de places par un employeur à qui le droit à la déductibilité fiscale des sommes investies dans le cadre d'une convention de collaboration n'est pas ouvert, le montant annuel forfaitaire visé à l'alinéa précédent est réduit de 6 %.

Le montant annuel forfaitaire visé aux alinéas précédents est dû par chaque employeur réservant une(des) place(s), au moins par tranche trimestrielle. Il est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé) et correspond à l'indice qui est en vigueur au 1^{er} novembre 2005. Il est indexé, au 1^{er} janvier de l'année, par comparaison entre l'indice santé de départ et l'indice santé en vigueur au 1^{er} novembre de l'année précédant celle de l'indexation. ».

Art. 32. L'article 134, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« L'Office fournit annuellement à chaque employeur réservant une(des) place(s) d'accueil, le cas échéant avec le concours de l'association d'employeurs, un bilan, par milieu d'accueil concerné, des sommes versées par les employeurs au Fonds de Solidarité et de Développement de l'Accueil de l'Enfance. Ce bilan permet l'établissement de l'attestation fiscale requise en vue de la déductibilité des sommes versées dans le cadre des conventions de collaboration. »

Art. 33. L'article 139, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« , à l'exception de la réservation visée à l'article 118, 1°. »

Art. 34. Dans l'article 140, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Une subvention forfaitaire de 3.000 euros est versée par le Fonds, volet « convention de collaboration », par place réservée :

1° pour les milieux d'accueil subventionnés visés à l'article 2, 1°, et 2°, lorsque l'augmentation du nombre de places réservées dans le cadre d'une(de) convention(s) de collaboration n'entraîne aucune augmentation de la subvention, telle que calculée selon les dispositions visées au Livre II;

2° pour les milieux d'accueil visés à l'article 2, 3°, lorsqu'il s'agit de places réservées au-delà de 12;

3° pour les milieux d'accueil visés à l'article 2, 4°.

Ce montant forfaitaire est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé) et correspond à l'indice qui est en vigueur au 1^{er} novembre 2005. Il est indexé, au 1^{er} janvier de l'année, par comparaison entre l'indice santé de départ et l'indice santé en vigueur au 1^{er} novembre de l'année précédant celle de l'indexation. »

2° un § 3, rédigé comme suit, est ajouté :

« En cas de convention(s) de collaboration avec les employeurs, une subvention complémentaire à celle visée à l'article 103, d'un quart-temps d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou d'infirmi(ère) gradué(e) en santé communautaire ou d'assistant(e) sociale(e), est octroyée au milieu d'accueil visé à l'article 2, 3°, qui atteint une capacité de 24 places, soit par extension de 6 places au moins, soit par création d'un nouveau milieu d'accueil. »

Art. 35. L'article 141, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les subventions visées à l'article 140, § 1^{er}, sont diminuées du montant de l'intervention dans le coût de l'emploi octroyé par d'autres niveaux de pouvoir dans le cadre de collaborations conclues avec la Communauté française à partir du 1^{er} janvier 2004 pour du personnel subventionné visé aux articles 91, 97 et 103 ainsi que des réductions de cotisation de sécurité sociale liées à cet octroi de personnel.

§ 2. Lorsqu'il est fait application de l'article 140, § 2, s'il y a octroi par d'autres niveaux de pouvoir, dans le cadre de collaborations conclues avec la Communauté française, d'une intervention dans le coût de l'emploi pour du personnel visé à l'article 36, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, ou pour du personnel visé à l'article 38, alinéa 1^{er}, le montant de la subvention est diminué d'un montant déterminé par l'Office au prorata du nombre d'emplois ETP pour lequel il y a une intervention, en ce compris les réductions de cotisation de sécurité sociale y afférentes. »

Art. 36. A l'article 146, du même arrêté, un alinéa 2 rédigé comme suit est inséré après l'alinéa 1^{er} : « Toutefois, ce barème ne s'applique que jusqu'à la plus prochaine rentrée scolaire (septembre, janvier et Pâques) qui suit la date du troisième anniversaire de l'enfant, sauf s'il est fait application d'une dérogation accordée par l'Office conformément à l'article 86, § 4, alinéa 2. ».

Art. 37. L'article 161, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Les directeur(trice)s et le personnel d'encadrement des maisons d'enfants et les accueillantes qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent article, sont en fonction, ne sont pas tenues de satisfaire au prescrit de l'article 42. »

Art. 38. L'article 163, du même arrêté, est complété par un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les personnes qui sont titulaires du diplôme d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel et qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, assurent l'encadrement des enfants âgés de plus de dix-huit mois dans les crèches et les préguardiennats en qualité de personnel subventionné, en remplacement du personnel titulaire de la qualification de puériculteur(trice), peuvent continuer à y exercer leurs fonctions et à bénéficier d'une subvention sur base du barème qui leur est attribué jusqu'à leur mise à la retraite, leur départ du milieu d'accueil ou leur changement de catégorie de personnel. »

Art. 39. Un article 165^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Pendant une période de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur du présent article, l'exercice de l'activité de deux accueillant(e)s d'enfants au sens de l'article 2, 7^o, n'est pas autorisé pour les directeur(trice)s de maisons d'enfants en fonction, au jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Lorsque la cessation d'activité de directeur(trice) de maisons d'enfants résulte de circonstances indépendantes de sa volonté, l'Office peut accorder une dérogation à l'alinéa 1^{er} sur demande motivée de l'intéressé(e). »

Art. 40. Un article 165^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Pendant une période de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur du présent article, l'exercice de l'activité de deux accueillant(e)s d'enfants au sens de l'article 2, 7^o, n'est pas autorisé pour les accueillant(e)s d'enfants en fonction, au jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Lorsque l'exercice de l'activité de deux accueillant(e)s d'enfants au sens de l'article 2, 7^o, aboutit à la création d'au moins trois nouvelles places d'accueil, l'Office peut accorder une dérogation à l'alinéa 1^{er} sur demande motivée de l'accueillant(e) d'enfants intéressé(e). »

Art. 41. A l'article 167, du même arrêté, les mots « le 1^{er} septembre 2005 » sont remplacés par les mots « le 1^{er} mars 2007 ».

CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil*

Art. 42. Un article 1^{er bis}, rédigé comme suit, est inséré au Chapitre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil :

« Les formations supérieures à finalité psychopédagogique reconnue pour le (la) directeur (trice) et les personnes qui assurent l'encadrement psycho-médico-social dans les crèches, crèches parentales, préguardiennats et maisons communales d'accueil de l'enfance, sont les suivantes :

Educateur(trice) spécialisé(e).

Instituteur(trice) maternel(le).

Gradué(e), bachelier(ère) en logopédie.

Assistant(e) en psychologie : options « psychologie clinique », « psychopédagogie et psychomotricité », « psychologie du travail et orientation professionnelle ».

Candidat(e), bachelier(ère) en :

Sciences psychologiques

Sciences de l'éducation

Sciences psychologiques et de l'éducation.

Licencié(e), maître en :

Logopédie.

Sciences psychologiques.

Sciences de l'éducation.

Sciences psychologiques et de l'éducation. »

Art. 43. A l'article 2, du même arrêté, les mots « article 42, alinéa 3 et 42, alinéa 1^{er} » sont respectivement remplacés par les mots « article 42, § 3, alinéa 1^{er} et 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Art. 44. L'article 3, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Les qualifications reconnues comme pouvant remplacer celles de puériculteur (trice) pour l'encadrement des enfants visées par l'article 42 § 1^{er} alinéa 2, et § 2 alinéa 2 de l'arrêté milieux d'accueil sont les suivantes :

- 1° Les formations supérieures à finalités psychopédagogiques visées à l'article 1*bis*.
- 2° Dans l'enseignement secondaire de plein exercice - Agent d'éducation.
 - Educateur(trice).
 - Aspirante en nursing.
- 3° Dans l'enseignement secondaire en alternance : - Auxiliaire de l'enfance en structures collectives.
- 4° Dans l'enseignement de promotion sociale :
 - Auxiliaire de l'enfance 0-12 ans dans une structure collective.
 - Auxiliaire de l'enfance dans une structure collective.
 - Auxiliaire de l'enfance 0-12 ans à domicile.
 - Educateur(trice) spécialisé(e) (Certificat de qualification de l'enseignement secondaire supérieur) ».

Art. 45. L'article 4, du même arrêté, est modifié comme suit :

1° A l'alinéa 1^{er} les mots « article 42, alinéas 2 à 4 » sont remplacés par « article 42, § 2, alinéa 3, § 3, alinéa 2 et § 4 » et les troisième (aspirante en nursing) et quatrième tirets (institutrice maternelle) sont supprimés.

2° Un deuxième alinéa, rédigé comme suit, est ajouté : « Est assimilé à du personnel titulaire d'une des formations reconnues au sens du présent article, la personne qui poursuit cette formation dans le cadre de la formation en alternance ou de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et qui, dans ce contexte, a conclu avec un milieu d'accueil une convention de stage de longue durée ».

3° Un troisième alinéa, rédigé comme suit, est ajouté : « L'alinéa précédent n'est pas d'application pour les places réservées dans le cadre d'une convention de collaboration ».

Art. 46. L'article 5, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Les modules de formations accélérées reconnus pour les parents qui assurent l'encadrement des enfants dans les crèches parentales et pour les accueillant(e)s d'enfants, en application de l'article 42, § 2, alinéa 3 et § 4, de l'arrêté milieux d'accueil, portent sur les notions de base dans l'ensemble des domaines suivants :

- Le développement global de l'enfant;
- Les principes psychopédagogiques de l'accueil en ce compris l'activité de l'enfant;
- L'organisation de l'accueil d'enfants, en ce compris la promotion de la santé et la qualité d'environnement;
- Les relations avec les personnes qui confient l'enfant;
- La gestion de conflits;
- La mise en place d'un partenariat
- La législation en vigueur.

Ces notions s'intègrent dans le cadre d'une dynamique de réflexion professionnelle axée sur la projet d'accueil au sens du code de qualité, en s'inspirant des recommandations formulées par l'Office.

Les modules de formation accélérée reconnus sont d'une durée minimale de 100 heures et sont adaptés en fonction du type de milieu d'accueil, de l'expérience et du profil des participants. »

Art. 47. L'article 6, du même arrêté, est supprimé.

Art. 48. Un article 7*bis*, rédigé comme suit, est inséré au Chapitre III du même arrêté :

« La liste des opérateurs ou catégories d'opérateurs organisant des formations reconnues par le Gouvernement est revue chaque année par l'Office selon les modalités pratiques qu'il détermine ».

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 49. L'article 42, § 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié et remplacé par l'article 12 du présent arrêté, entre en vigueur au 1^{er} septembre 2006.

Art. 50. Les articles 42, §§ 1^{er}, 2, 3; 60; 61; 63; 64; de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tels que modifiés par les articles 12, 14, 15, 16 et 17 du présent arrêté entrent en vigueur dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté au Moniteur Belge.

Art. 51. L'article 87, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel qu'inséré par l'article 22 du présent arrêté, produit ses effets au 1^{er} octobre 2004.

Art. 52. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 2005.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

ANNEXE : 1**Nouveau système d'avances sur subsides**

Nom du PO :

Nom du milieu d'accueil :

Adresse

N° matricule :

Identité du Président /Représentant du PO (nom, prénom, titre):

.....

.....

Je soussigné(e)

- souhaite recevoir une avance mensuelle de trésorerie à partir du
- s'engage à rembourser à l' O.N.E les avances reçues indûment notamment en cas de fermeture du milieu d'accueil ou de diminution des prestations subventionnées

Merci de mentionner en toute lettre la mention « pour accord », de dater et de signer

.....

date :

signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil.

Bruxelles, le 9 décembre 2005.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 37

[C — 2005/29334]

9 DECEMBER 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", inzonderheid op de artikelen 3; 5, 4^e; 6, § 2 en 25, 5^e lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals later gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

Gelet op de voorstellen van de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gedaan op 22 december 2004;

Gelet op de adviezen van de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 22 juni en 22 september 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 oktober 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 oktober 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 20 oktober 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 39.326/4 gegeven op 23 november 2005 bij toepassing van artikel 84, 1ste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd

Artikel 1. Artikel 2, 7^o van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 7^o « de kinderopvang(-ster) » : de natuurlijke persoon die de familiale opvang van kinderen tussen nul en zes jaar verzekert op een daaraan aangepaste plaats en die ofwel een overeenkomst gesloten heeft met een in 6^o bedoelde dienst ofwel zelfstandig is. Hoogstens twee opvang(-sters) die een overeenkomst gesloten hebben of hoogstens twee zelfstandige opvang(-sters) kunnen hun activiteit samen op eenzelfde plaats uitoefenen. »

Art. 2. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« § 1. De kinderopvang(-ster) heeft een opvangcapaciteit voor één tot vier kinderen, wat overeenstemt met een voltijdse dagtaak. Deze opvangcapaciteit wordt bepaald door, onder andere de kinderen onder de drie jaar van de kinderopvang(-ster) voor kinderen die aanwezig zijn in de opvangvoorziening, mee te rekenen.

§ 2. Wanneer de kinderopvang(-ster) alleen zijn/haar activiteit uitoefent, mag het aantal kinderen ingeschreven bij eenzelfde kinderopvang(-ster) in geen geval hoger zijn dan het dubbel van de toegelaten opvangcapaciteit.

Het minimaal aantal tegelijkertijd opgevangen kinderen is vijf.

Bij afwijking van het 3de lid kan dit aantal gebracht worden naar zes als de kinderopvang(-ster) erkend is voor vier kinderen wat overeenstemt met een voltijdse dagtaak en indien het zesde kind tussen twee jaar en een half en 6 jaar oud is, indien er een verwantschap bestaat met een van de andere ingeschreven kinderen en indien het uitsluitend wordt opgevangen vóór en/of na de schooltijd.

§ 3. Wanneer twee kinderopvang(-sters) hun activiteit samen uitvoeren op eenzelfde plaats, mag het totaal aantal bij hen ingeschreven kinderen niet veertien overschrijden, dit is zeven per opvang(-ster).

Het maximaal aantal tegelijkertijd opgevangen kinderen is tien. Zodra meer dan vijf kinderen tegelijkertijd aanwezig zijn, moeten twee opvang(-sters) aanwezig zijn. »

Art. 3. Een artikel 18bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer twee kinderopvang(-sters) hun activiteit samen uitvoeren op eenzelfde plaats, wordt de binnenruimte voor de opvang van de kinderen vastgelegd op minimaal 3 m² per opvangplaats voor de speelruimte en op minimaal 2m² per opvangplaats voor de rustruimte.

Wanneer de opvang gebeurt op de woonplaats van een kinderopvang(-ster) en hij (zij) zijn(haar) activiteit uitoefent met een andere opvang(-ster), worden minstens één speelruimte en minstens één rustruimte onderscheiden van de kamers die gewoonlijk door het gezin van de opvang(-ster) worden bezet ».

Art. 4. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een 3° lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer twee kindopvangsters(sters), die een overeenkomst gesloten hebben hun activiteit samen uitvoeren op eenzelfde plaats, bevat de in het 2° lid bedoelde overeenkomst ook de volgende elementen : de modaliteiten van toepassing in geval van geschil, de werkwijze, de nadere regels voor de verdeling van de lokalen en van de lasten, alsmede de wijze van vaststelling van de prestaties van elke opvangster(sters). Die overeenkomst wordt volgens een door de Dienst opgemaakt model opgesteld. »

2° een 4de lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer twee zelfstandige kinderopvangsters(sters) hun activiteit samen op eenzelfde plaats uitoefenen, bepalen zij hun samenwerking in de vorm van een overeenkomst, volgens een door de Dienst geleverd model, dat minstens de door de overeenkomst betrokken personen en plaats, de inwerkingtreding, de modaliteiten voor het einde van de overeenkomst, de modaliteiten voor de inschrijving van de kinderen overeenkomstig artikel 12, § 3, de modaliteiten in geval van geschil, de werkingsmodaliteiten waarvan de gezamenlijke redactie van het opvangproject, de modaliteiten voor de verdeling van lokalen en lasten, alsmede de wijze van vaststelling van de prestaties van elke opvangster(sters) bepaalt. »

Art. 5. In artikel 27, 1° lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « behoudens aan de kinderopvangster(-ster) onder overeenkomst » geschrapt.

Art. 6. In artikel 34, 1ste lid, van hetzelfde besluit, wordt 1° vervangen door volgend 1° :

« 1° een kinderverzorger(-ster) wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor zeven kinderen; de hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan evenwel vervangen worden door een andere hoedanigheid, overeenkomstig artikel 42, § 1, 2° lid, zonder dat de proportie kinderverzorgers(sters) lager is dan de helft van het personeel dat voor de begeleiding van de kinderen zorgt; ».

Art. 7. In artikel 35, 1ste lid, van hetzelfde besluit, wordt 1° vervangen door de volgende bepaling :

« 1° een kinderverzorger(-ster) wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor negen kinderen; de hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan evenwel vervangen worden door een andere hoedanigheid, overeenkomstig artikel 42, § 1, 2° lid, zonder dat de proportie kinderverzorgers(sters) lager is dan de helft van het personeel dat voor de begeleiding van de kinderen zorgt; ».

Art. 8. In artikel 36 van hetzelfde besluit wordt het 2de lid vervangen door het volgend lid :

« De kwalificatie van kinderverzorger(sters) bedoeld in het 1ste lid, 1° en 2°, kan evenwel vervangen worden door een andere kwalificatie overeenkomstig artikel 42, § 1, 2° lid, zonder dat de proportie kinderverzorgers(sters) lager is dan de helft van het personeel voor de begeleiding van de kinderen. ».

Art. 9. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De begeleiding van de kinderen in een oudercrèche wordt verzekerd door minstens volgend gekwalificeerd personeel :

1° personeel dat overeenstemt met 1,75 volledige dagtaak en dat een opleiding van kinderverzorger(sters) of een andere overeenkomstig artikel 42, § 2, 2de lid erkende kwalificatie gevolgd heeft;

2° personeel dat overeenstemt met 0,25 volledige dagtaken sociaal of gespecialiseerd gegradueerd verpleger of gegradueerd verpleger gespecialiseerd in de gemeenschapsgezondheid of maatschappelijk assistent of dat een hogere opleiding gevolgd heeft met psychopedagogische finaliteit.

De minimaal vereiste begeleiding wordt vastgesteld op het equivalent van 3,5 volledige dagtaken, hetzij minstens 2 voltijdse equivalenten gekwalificeerd personeel, overeenkomstig het 1ste lid, 1° en 2° en ten hoogste 1,5 voltijdse equivalenten verzekerd door de ouders. ».

Art. 10. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt met de volgende twee leden aangevuld :

« De stagiairs die in het kader van de alternerende opleiding of van de permanente opleiding voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen een stageovereenkomst op lange termijn gesloten hebben met een kinderkuis en dit voor een stagiair per schijf van 12 plaatsen zonder evenwel de helft van het begeleidingspersoneel van het kinderkuis te overschrijden, kunnen eveneens in aanmerking genomen worden in het minimaal personeel dat voor de begeleiding van kinderen zorgt.

De in het vorig lid bedoelde opleidingen moeten toegang verlenen tot één van de door de Regering erkende bekwaamheidsbewijzen voor het begeleidingspersoneel van de kinderkuisen bedoeld in artikel 42, § 3, 2° lid. ».

Art. 11. In artikel 41 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorig lid wordt de wederkerende delegatie van de kinderopvang toegelaten onder de ontvangers(sters) en dit onverminderd de bepalingen van artikel 12, § 3, wanneer twee kinderopvangsters(sters) hun activiteit samen uitvoeren op eenzelfde plaats. »

Art. 12. Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 42. § 1. Voor de crèches, peuterspeelplaatsen en gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen, moeten de Directeur (trices) en de personen die zorgen voor de psycho-medisch-sociale begeleiding, een opleiding van gegradueerd verpleger(sters), gegradueerd maatschappelijk verpleger(sters) of gegradueerd verpleger(sters) gespecialiseerd in gemeenschapsgezondheid of maatschappelijk assistent(e) of een hogere opleiding met psychopedagogische finaliteit erkend door de Regering gevolgd hebben. De personen die zorgen voor de begeleiding van de kinderen hebben een opleiding kinderverzorger(sters) gevolgd of beschikken over een kwalificatie die door de Regering erkend is.

§ 2. Voor de oudercrèches, moeten de Directeur(trices) en de andere personen die zorgen voor de psycho-medisch-sociale begeleiding een opleiding van gegradueerd verpleger(sters), gegradueerd maatschappelijke verpleger(sters) of gegradueerd verpleger(sters) gespecialiseerd in gemeenschapsgezondheid of maatschappelijk assistent(e) of een voortgezette opleiding met psychopedagogische finaliteit erkend door de Regering gevolgd hebben.

De personen, buiten de ouders, die zorgen voor de begeleiding van de kinderen hebben een opleiding van kinderverzorger(-ster) gevolgd of beschikken over een door de Regering erkende kwalificatie.

De ouders die de kinderen begeleiden, beschikken over een kwalificatie erkend door de Regering of verbinden zich tijdens het jaar een versnelde opleidingscursus te volgen erkend door de Regering.

§ 3. Voor de kindertehuizen, doet de Directeur(trice) een door de Regering erkende psycho-medisch-sociale opleiding gelden of, bij ontstentenis, een opleiding als kinderverzorger (-ster) of een hogere opleiding met psychologische, medische of sociale finaliteit. In de laatste gevallen verbindt de Directeur(trice) zich ertoe voortgezette opleidingscursussen te volgen in de voortzetting van zijn basisopleiding en verstrekt door vormingsoperatoren bedoeld in artikel 43, 2^e lid. Het volgen van die modules moet beginnen binnen het eerste jaar waarin hij in functie treedt en minimaal 50 uren bevatten die over drie jaar kunnen worden verspreid.

Het personeel voor de begeleiding van de kinderen beschikt over een opleiding die erkend is door de Regering.

§ 4. De kinderopvangster beschikt over een opleiding die erkend is door de Regering of, bij ontstentenis, over een versnelde opleiding van minimaal 100 uren, erkend door de Regering.

Art. 13. In artikel 44, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1, 2^e lid, 1^o, g), wordt als volgt aangevuld : « ;voor de kinderopvangsters) wordt evenwel de beschrijving van de infrastructuur voldoende geacht. ».

2^o in § 1, 2^e lid, 4^o, a) worden de woorden « op de verblijfplaats van de kandidaat kinderopvangster) » vervangen door de woorden « in de lokalen die voor de opvang zullen worden bestemd. ».

Art. 14. In artikel 60 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Het eerste lid wordt § 1;

2^o Een § 2 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Voorealer zijn beslissing te nemen, roept de Dienst een lid van de inrichtende macht en/of van de Directeur(trice) van de opvangvoorziening op, teneinde hem(hun) toe te laten zijn (hun) opmerkingen te laten gelden.

De oproeping gebeurt bij ter Post aangetekende brief.

De opgeroepen personen kunnen begeleid worden door een andere persoon naar keuze.

Een minimale termijn van tien werkdagen moet verlopen tussen de verzending van de oproepingsbrief en het horen van de betrokkene(n).

Op het einde van het horen van de personen wordt een proces-verbaal opgemaakt en ondertekend door de aanwezige personen. »;

3^o Het 2^e lid wordt § 3;

4^o In § 3, bedoeld in 3^o van dit artikel wordt de zin : « Als de intrekking evenwel optreedt na een opheffingsmaatregel genomen ter uitvoering van het eerste lid of van artikel 63, heeft die uitwerking met onmiddellijke toepassing » geschrapt. »;

5^o Een § 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Als de beslissing tot opschorting of intrekking wordt genomen ofwel na een aanvraag om onmiddellijke schikking bedoeld in artikel 59, 2de lid, ofwel na een maatregel van opschorting genomen ter uitvoering van § 3 of van artikel 63, heeft deze onmiddellijk uitvoering. »

6^o Het 3^e lid wordt § 5;

Art. 15. In artikel 61 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Het 3^e lid van § 1 wordt door het volgend 3de lid vervangen : « De indiening van het beroep schort de gevolgen van de beslissing op behalve in de gevallen bedoeld in artikel 60, § 4. »;

2^o § 2 wordt door de volgende § 2 vervangen : § 2. Binnen de maand van ontvangst van het beroep hoort de Raad van Bestuur van de Dienst één voor één de leden van de inrichtende macht en/of de directeur(trice) van de opvangvoorziening en een vertegenwoordiger van de bevoegde instantie van de Dienst die de beslissing om opschorting of intrekking genomen heeft teneinde hem toe te laten zijn(hun) opmerkingen te laten gelden, volgens de procedure bedoeld in artikel 60, § 2. ».

3^o Een § 5 wordt ingevoegd, luidend als volgt : « § 5. In afwijking van de vorige paragrafen, in de hypothese van een beslissing tot opschorting of intrekking volgend op de aanvraag om onmiddellijke schikking bedoeld in artikel 59, 2de lid, zal het beroep behandeld worden overeenkomstig de procedure ingevoerd bij artikel 64. ».

Art. 16. In artikel 63 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Het 1^e lid wordt door het volgend 1ste lid vervangen : « In geval van bijzondere hoogdringendheid, ten gevolge van het gedrag van de opvangvoorziening, van een personeelslid of van personen die regelmatig in contact zijn met de opgevangen kinderen dat ernstige en duidelijk bewezen risico's voor de veiligheid en/of de gezondheid van de kinderen kan veroorzaken, kan de Dienst de opvang preventief opschorten. »;

2^o Het 2^e lid wordt geschrapt;

3^o Het 3^e lid wordt door de volgende bepaling vervangen : « De beslissing van de Dienst wordt met redenen omkleed en genomen na een lid van de inrichtende macht en /of de Directeur(trice) van de opvangvoorziening te hebben verzocht om zijn argumenten te laten gelden. Een proces-verbaal wordt opgemaakt en ondertekend door alle aanwezige personen. »;

4^o Het 4de lid wordt geschrapt.

Art. 17. In artikel 64 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In het 1^e lid wordt het woord « voorlopige » vervangen door het woord « preventieve »;

2^o Het 3de lid wordt door de volgende bepaling vervangen : « Binnen de vijftien werkdagen die volgen op de datum van de kennisgeving van het dringend beroep, horen de Raad van Bestuur of de daarbinnen aangestelde personen een vertegenwoordiger van de inrichtende macht en/of de Directeur(trice) van de opvangvoorziening en een vertegenwoordiger van de bevoegde instantie van de Dienst waarvan de beslissing tot opschorting of intrekking afkomstig is, teneinde hun toe te laten hun opmerkingen te laten gelden. Op het einde van het verhoor wordt een proces-verbaal opgemaakt en ondertekend door alle aanwezige personen. »

Art. 18. In artikel 67 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De dienst voor opvangsters) onder overeenkomst moet zijn erkenning verkrijgen voor enige werking. Deze kan hem toegekend worden mits naleving van de voorwaarden opgenomen onder Titel II van dit Boek alsmede de voorwaarden van dit hoofdstuk. »

Art. 19. In artikel 68, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « in het huis van de kinderopvang(-sters) » vervangen door de woorden « in de lokalen die door de onder overeenkomst zijnde kinderopvang(-sters) voor de opvang zullen worden bestemd. »

Art. 20. In artikel 70 van hetzelfde besluit wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Wat de onder overeenkomst zijnde opvanger(ster) die zijn(haar) activiteit uitoefent met een andere opvanger(ster) op eenzelfde plaats betreft, wordt de opvangovereenkomst opgesteld naar rato van zijn(haar) persoonlijke opvangcapaciteit en van die van de andere opvanger(ster) overeenkomstig artikel 12 § 3. »

Art. 21. In artikel 86, § 1, van hetzelfde besluit, wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 4° indien zij werkzaam is op het ogenblik van de openbare aanbesteding bedoeld in 2°, het vereiste minimaal bezettingscijfer bereikt hebben naargelang van de opvangvoorziening ten laatste het trimester dat aan de inschrijving in de programmering voorafgaat, behoudens het derde trimester van het burgerlijk jaar. »

Art. 22. In artikel 87 van hetzelfde besluit wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Binnen de budgettaire perken van de Dienst, onverminderd de naleving van de voorwaarden en modaliteiten vastgelegd bij dit besluit voor de toekenning van de subsidies, wordt de Dienst ertoe gemachtigd aan de opvangvoorzieningen maandelijks voorschotten te storten op basis van een aanvraag die ingediend wordt volgens het model gevoegd bij dit besluit.

Het gecumuleerd bedrag van de maandelijks voorschotten kan evenwel, voor een bepaald trimester, geen 80 % van het bedrag van de toe te kennen subsidie overschrijden, aangezien dat bedrag bepaald wordt naar referentie naar de toegekende subsidie voor een gelijkaardig trimester dat aan het betrokken trimester voorafgaat. »

Art. 23. In artikel 93 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 3de lid worden de woorden « tenzij de volgende alinea kan worden toegepast » geschrapt.

2° Het 4de lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In geval van samenwerkingsovereenkomst(en), wordt de gesubsidieerde capaciteit verminderd met het aantal plaatsen voorbehouden door de werknemers, onverminderd de bedragen gestort bij toepassing van artikel 140. ».

Art. 24. In artikel 97, § 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « gebrevetteerde » geschrapt.

Art. 25. In artikel 98 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 4de lid worden de woorden « tenzij de volgende alinea kan worden toegepast » geschrapt.

2° Het 5de lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In geval van samenwerkingsovereenkomst(en), wordt de gesubsidieerde capaciteit verminderd met het aantal plaatsen voorbehouden door de werknemers, onverminderd de bedragen gestort bij toepassing van artikel 140. ».

Art. 26. In artikel 103 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 4de lid worden de woorden « tenzij de volgende alinea kan worden toegepast » geschrapt.

2° Het 5de lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In geval van samenwerkingsovereenkomst(en), wordt de gesubsidieerde capaciteit verminderd met het aantal plaatsen voorbehouden door de werknemers, onverminderd de bedragen gestort bij toepassing van artikel 140. ».

Art. 27. Artikel 116 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. De erkende opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 1° tot 4°, de Dienst en iedere publieke of private werkgever kunnen een samenwerkingsovereenkomst sluiten overeenkomstig artikel 117.

Die overeenkomst bepaalt dat er opvangplaatsen worden voorbehouden voor kinderen van werknemers van deze werkgever volgens één of meerdere modaliteiten bedoeld in artikel 118 die als tegenprestatie hiervoor een bijdrage betaalt per voorbehouden plaats volgens de bij artikel 133 bepaalde nadere regels.

Een werkgever mag slechts in het kader van een samenwerkingsovereenkomst een opvangplaats (meerdere opvangplaatsen) voorbehouden.

§ 2. Een werknemersorganisatie kan eveneens een samenwerkingsovereenkomst sluiten met een in artikel 2, 1° tot 4°, bedoelde opvangvoorziening en de Dienst, ten gunste van werkgevers die lid zijn van die vereniging, op voorwaarde dat elk van de werkgevers die één of meerdere plaatsen voorbehoudt :

1° uitdrukkelijk vermeld wordt in de samenwerkingsovereenkomst;

2° de in artikel 117 vastgestelde voorwaarden naleeft;

3° zich ertoe verbindt zijn deel te storten vastgelegd bij overeenkomst met de vereniging, aan het Solidariteits- en ontwikkelingsfonds van de opvang van kinderen overeenkomstig de bepalingen van artikel 133 en volgens de nadere regels vastgelegd door de Dienst.

De overeenkomst regelt de verdeling van de plaatsen onder de werknemers.

§ 3. De inrichtende macht van de in de vorige paragrafen bedoelde opvangvoorziening(en) is afgescheiden van de opvangvoorziening(en) van de werkgever(s)-partner(s) of van de werkgeversvereniging. In ieder geval kan (kunnen) de werkgever(s) of de werkgeversvereniging niet meer dan 50 % vertegenwoordigers hebben binnen de inrichtende macht van de opvangvoorziening.

§ 4. De opvangvoorziening die een overeenkomst gesloten heeft met één of meerdere werkgever(s) of met een werkgeversvereniging beschikt over eigen infrastructuren die fysiek onafhankelijk zijn van de werkplaats van de personen die voor de partnerwerkgever(s) werken.

§ 5. Een of meerdere werkgever(s) kan(kunnen) onafhankelijk van de afsluiting van een samenwerkingsovereenkomst of, in voorkomend geval, in aanvulling van deze, financiële hulp verlenen aan een opvangvoorziening die erkend of toegelaten is met het oog op de ondersteuning van haar werking of de financiële hulpverlening voor de infrastructuur- of inrichtingswerkzaamheden voor lokalen of uitrusting.

Die financiële hulpverlening verleent geen recht op het voorbehouden van plaatsen door de werkgever(s) binnen de betrokken opvangvoorziening.

De opvangvoorziening wordt ertoe gehouden jaarlijks de Dienst, volgens de door hem vastgestelde modaliteiten, op de hoogte te houden van het bedrag en de bestemming van de geïnde bedragen als financiële hulp van elke werkgever, inzonderheid als de werkgever de fiscale aftrekbaarheid wenst te genieten. ».

Art. 28. In artikel 117, § 1 van hetzelfde besluit wordt een 4de lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De samenwerkingsovereenkomst is stilzwijgend hernieuwbaar voor een periode die overeenstemt met de samenwerkingsperiode gedekt door de oorspronkelijke overeenkomst. Een van de partijen kan er een einde aan maken door de andere partijen minstens twee maanden voor het einde van de overeenkomst schriftelijk te informeren. »

Art. 29. Artikel 118 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De opvangplaatsen door de werkgevers of door een werkgeversvereniging voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst zijn :

1° ofwel door de Dienst erkende en gesubsidieerde bestaande plaatsen. In dit geval creëert de Dienst nieuwe gesubsidieerde plaatsen tegen middelen die door de werkgevers gestort worden aan het Solidariteits- en ontwikkelingsfonds van de kinderopvang;

2° ofwel bestaande plaatsen die erkend maar niet door de Dienst gesubsidieerd zijn. In dit geval kan de opvangvoorziening geen betrekkingshulpverlening genieten (PWA/GECO) die voortvloeit uit overeenkomsten gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de Gewesten;

3° ofwel nieuwe plaatsen die opgericht zijn door uitbreiding van de capaciteit van een bestaande opvangvoorziening of door oprichting van een nieuwe opvangvoorziening. ».

Art. 30. Artikel 119 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 1. Per opvangvoorziening wordt, in geval van reservatie van de bestaande plaatsen, het aantal voorbehouden plaatsen vastgesteld op ten hoogste 25 % van de erkende capaciteit van de opvangvoorziening, naar beneden afgerond.

§ 2. Per opvangvoorziening wordt, in geval van uitbreiding van de capaciteit van een bestaande opvangvoorziening, het aantal gereserveerde plaatsen vastgelegd op maximaal 70 %, naar beneden afgerond, van de erkende capaciteit van de opvangvoorziening op het einde van de uitbreiding en met de oorspronkelijk erkende capaciteit van de opvangvoorziening kunnen slechts plaatsen gereserveerd worden door de werknemers op 25 % van de capaciteit voor de uitbreiding.

§ 3. Per opvangvoorziening wordt, in geval van oprichting van een nieuwe opvangvoorziening, het aantal gereserveerde plaatsen vastgesteld op minimaal 60 en maximaal 70 %, naar beneden afgerond, van de erkende capaciteit van de opvangvoorziening als de opvangvoorziening een overeenkomst gesloten heeft met minstens twee werkgevers of met een wergeversvereniging.

Dit aantal van twee werkgevers is niet vereist indien de werkgever(s) een (van de) overheidswerkgever(s) is (zijn) aan wie het recht op fiscale aftrekbaarheid van de bedragen, geïnvesteerd in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, niet gegund is.

Dit aantal van twee werkgevers kan eveneens verlaagd worden indien er niet genoeg opvangvoorzieningen zijn die beantwoorden aan deze voorwaarde om zich te schikken naar de programmering bedoeld bij artikel 86, § 1, 3°. ».

Art. 31. Artikel 133 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In het kader van een samenwerkingsovereenkomst stort de werkgever een jaarlijks forfaitair bedrag van 3000 euro, per gereserveerde opvangplaats, aan het Solidariteits- en Ontwikkelingsfonds van de Kinderopvang, luik « samenwerkingsovereenkomsten ».

Bij reservatie van plaatsen door een werkgever die geen recht heeft op de fiscale aftrekbaarheid van de geïnvesteerde bedragen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, wordt het jaarlijks forfaitair bedrag bedoeld in vorig lid verlaagd met 6 %.

Het jaarlijks forfaitair bedrag bedoeld in de vorige leden is verschuldigd door elke werkgever die één(meerdere) plaats(en) reserveert, minstens per trimestriële schijf. Het is gebonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) en stemt overeen met de index van kracht op 1 november 2005. Het wordt geïndexeerd op 1 januari van het jaar, in vergelijking tussen de gezondheidsindex van het begin en de gezondheidsindex van kracht op 1 november van het jaar dat aan het jaar van de indexering voorafgaat. »

Art. 32. Artikel 134 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Dienst verleent jaarlijks aan elke werkgever die een(meerdere) opvangplaats(en) reserveert, in voorkomend geval met de samenwerking van de werkgeversvereniging, een balans, per betrokken opvangvoorziening, van de bedragen door de werkgevers gestort aan het Solidariteits- en Ontwikkelingsfonds voor de Kinderopvang. Die balans laat toe het vereiste fiscaal attest op te stellen met het oog op de fiscale aftrekbaarheid van de bedragen gestort in het kader van de samenwerkingsovereenkomsten. »

Art. 33. Artikel 139, 1ste lid, wordt als volgt aangevuld :

« , met uitzondering van de reservatie bedoeld in artikel 118, 1°. »

Art. 34. In artikel 140 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Een forfaitaire subsidie van 3000 euro wordt gestort door het Fonds, luik « samenwerkingsovereenkomst », per gereserveerde plaats :

1° voor de gesubsidieerde opvangvoorzieningen bedoeld in artikel 2, 1° en 2°, wanneer de verhoging van het aantal plaatsen gereserveerd in het kader van een samenwerkingsovereenkomst geen verhoging van de subsidie met zich meebrengt, zoals berekend volgens de bepalingen bedoeld in het Boek II;

2° voor de opvangvoorzieningen bedoeld in artikel 2, 3°, wanneer het gaat om meer dan 12 gereserveerde plaatsen;

3° voor de opvangvoorzieningen bedoeld in artikel 2, 4°.

Dat forfaitair bedrag is gebonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) en stemt overeen met de index die van kracht is op 1 november 2005. Het wordt geïndexeerd op 1 januari van het jaar, in vergelijking met de gezondheidsindex van het begin en de gezondheidsindex van kracht op 1 november van het jaar dat aan het jaar van de indexering voorafgaat. »

2° een § 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Bij samenwerkingsovereenkomsten met de werkgevers wordt een bijkomende subsidie bij die bedoeld in artikel 103, van een kwarttijd gegradueerd maatschappelijke verpleeër(ster) of gegradueerd verpleger(ster) in de gemeenschapsgezondheid of maatschappelijk assistent(e), toegekend aan de opvangvoorziening bedoeld in artikel 2, 3°, die een capaciteit van 24 plaatsen bereikt heeft, hetzij door uitbreiding van minstens 6 plaatsen, hetzij door oprichting van een nieuwe opvangvoorziening. »

Art. 35. Artikel 141 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. De in artikel 140, § 1 bedoelde subsidies worden verminderd met het bedrag van de bijdrage in de kosten voor de betrekking toegekend door andere machtsniveaus in het kader van samenwerkingsverbanden gesloten met de Franse Gemeenschap vanaf 1 januari 2004 voor het gesubsidieerd personeel bedoeld in de artikelen 91, 97 en 103 alsmede de verminderingen van de sociale zekerheidsbijdrage gebonden aan die toekenning van personeel.

§ 2. Wanneer artikel 140, § 2 wordt toegepast, als er door andere machtsniveaus in het kader van samenwerkingsverbanden gesloten met de Franse Gemeenschap, een bijdrage toegekend wordt in de kosten van de betrekking voor het in artikel 36, 1° lid, 1° en 2°, bedoeld personeel, of voor het in artikel 38, 1ste lid, bedoeld personeel, wordt het bedrag van de subsidie verminderd met een bedrag bepaald door de Dienst naar rato van het aantal VTE-betrekkingen waarvoor een bijdrage is, met inbegrip van de verminderingen van sociale zekerheidsbijdrage die er betrekking op hebben. »

Art. 36. In artikel 146 van hetzelfde besluit wordt na het 1° lid een 2° lid ingevoegd luidend als volgt : « Deze schaal wordt evenwel slechts toegepast tot de hervatting van de school (september, januari en Pasen) volgend op de datum van de derde verjaardag van het kind, behalve als een afwijking wordt toegepast die toegekend wordt door de Dienst overeenkomstig artikel 86, § 4, 2° lid. ».

Art. 37. Artikel 161 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De directeur(trice) en het begeleidingspersoneel van de kinderhuizen en de opvangsters die, op het moment van de inwerkingtreding van dit artikel in functie zijn, worden er niet toe gehouden artikel 42 na te leven. »

Art. 38. Artikel 163 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. De personen die houder zijn van het diploma van kleuteronderwijzer en die op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit zorgen voor de begeleiding van de kinderen van meer dan achttien maanden in de crèches en peuterhuizen als gesubsidieerd personeel, ter vervanging van het personeel houder van het getuigschrift van kinderopvoeder(ster), kunnen hun functie blijven uitoefenen en een subsidie blijven genieten op basis van de schaal die hen wordt toegekend tot hun inruststelling, hun vertrek bij de opvangvoorziening of hun verandering van personeelscategorie. »

Art. 39. Een artikel 165bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Gedurende een periode van vier jaar vanaf de inwerkingtreding van dit artikel is de uitoefening van de activiteit van twee kinderopvangsters in de zin van artikel 2, 7°, niet toegelaten voor de directeurs van kinderhuizen in functie, op de dag van de inwerkingtreding van dit artikel.

Wanneer het stoppen van de activiteit als directeur(trice) van kinderhuizen voortvloeit uit omstandigheden die onafhankelijk zijn van zijn wil, kan de Dienst een afwijking van het 1ste lid verlenen op gemotiveerde aanvraag van de betrokkene. »

Art. 40. Een artikel 165ter wordt in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Tijdens een periode van vier jaar vanaf de inwerkingtreding van dit artikel wordt de uitoefening van de activiteit van twee kinderopvangsters in de zin van artikel 2, 7°, niet toegelaten voor de kinderopvangsters in functie op de dag van inwerkingtreding van dit artikel.

Wanneer de uitoefening van de activiteit van twee kinderopvangsters in de zin van artikel 2, 7°, resulteert in de oprichting van minstens drie nieuwe opvangplaatsen kan de Dienst een afwijking van artikel 1 toekennen op de gemotiveerde aanvraag van de betrokken kinderopvangster(ster). »

Art. 41. In artikel 167 van hetzelfde besluit worden de woorden « op 1 september 2005 » vervangen door de woorden « op 1 maart 2007. ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen

Art. 42. Een artikel 1bis wordt ingevoegd in het Hoofdstuk I van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, luidend als volgt :

« De hogere opleidingen met erkende psychopedagogische finaliteit voor de directeur(trice) en de personen die zorgen voor de psycho-medisch-sociale begeleiding in de crèches, oudercrèches, peuterspeelplaatsen en gemeentelijke opvangvoorzieningen zijn de volgende :

Gespecialiseerd opvoeder

Kleuteronderwijzer

Gegradueerde, Bachelor in de logopedie

Assistent in de psychologie : optie « kliniek », « psychopedagogie en psychomotoriek », « arbeidspsychologie en beroepsoriëntering ».

Kandidaat, Bachelor in de :

- ° Psychologische wetenschappen
- ° Opvoedingswetenschappen
- ° Psychologische en opvoedingswetenschappen.

Licentiaat, Master in de :

- ° Logopedie
- ° Psychologische wetenschappen
- ° Opvoedingswetenschappen
- ° Psychologische en opvoedingswetenschappen.

Art. 43. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 42, 3^e en 42, 1^e lid » respectievelijk vervangen door de woorden « artikel 42, § 3, 1^e lid en 42, § 1, 1^e lid ».

Art. 44. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De kwalificaties die erkend zijn om die van kinderopvangster voor de begeleiding van kinderen te vervangen bedoeld bij artikel 42, § 1, 2^e lid en § 2, 2^e lid van het besluit opvangvoorzieningen zijn de volgende :

1° De hogere opleidingen met psychopedagogische finaliteit bedoeld in artikel 1*bis*.

2° In het secundair onderwijs met volledig leerplan

Opvoedingsagent

Opvoeders(sters)

Verpleegaspirante

3° In het alternerend secundair onderwijs :

Hulpverlener voor kinderen in collectieve structuren.

4° In het onderwijs voor sociale promotie :

Hulpverlener voor kinderen tussen 0-12 jaar in een collectieve structuur.

Hulpverlener voor kinderen in een collectieve structuur.

Thuishulpverlener voor kinderen tussen 0-12 jaar.

Gespecialiseerde opvoeder(ster) (Kwalificatiegetuigschrift voor het hoger secundair onderwijs) ».

Art. 45. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° In het 1ste lid worden de woorden « artikel 42, derde lid tot vierde lid » vervangen door de woorden « artikel 42, § 2, 3^e lid, § 3, 2^e lid en § 4 » en worden het derde streepje (Kandidaat(ate)-verpleegkundige) en het vierde streepje (- Kleuterleider(ster)) geschrapt.

2° Een tweede lid wordt ingevoegd, luidend als volgt : « Met het personeel dat houder is van één van de opleidingen erkend in de zin van dit artikel wordt de persoon gelijkgesteld die deze opleiding voortzet in het kader van de alternerende opleiding of van de permanente vorming voor de middenstand en kleine en middelgrote ondernemingen en die, in die context, een stageovereenkomst op lange termijn met een opvangvoorziening gesloten heeft. »

3° Een derde lid wordt toegevoegd, luidend als volgt : « Het vorig lid is niet van toepassing voor de plaatsen voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst ».

Art. 46. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

De versnelde opleidingscursussen die erkend worden voor de ouders die zorgen voor de begeleiding van kinderen in de oudercrèches en voor kinderopvangsters(sters), met toepassing van artikel 42, § 2, 3^e lid en § 4, van het besluit over de opvangvoorzieningen, hebben betrekking op de basisnoties over het geheel van de volgende gebieden :

de globale ontwikkeling van het kind;

de psycho-pedagogische opvangprincipes met inbegrip van de activiteit van het kind;

de organisatie van de kinderopvang, met inbegrip van de gezondheidspromotie en de kwaliteit van de omgeving;

de relaties met personen die het kind toevertrouwen;

het beheer van conflicten;

de oprichting van een partnerschap;

de geldende wetgeving.

Deze noties passen in het kader van een dynamiek van professionele bezinning gericht op het opvangproject in de zin van de kwaliteitscode op basis van de door de Dienst geformuleerde aanbevelingen.

De erkende versnelde opleidingscursussen duren minstens 100 uur en worden aangepast in functie van het type van opvangvoorziening, de ervaring en het profiel van de deelnemers. »

Art. 47. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 48. Een artikel 7*bis* wordt ingevoegd in Hoofdstuk III van hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« De lijst van de operatoren of operatorcategorieën die door de Regering erkende opleidingen organiseren, wordt jaarlijks herzien door de Dienst volgens de praktische modaliteiten die hij bepaalt. »

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 49. Artikel 42, § 4, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd en vervangen door artikel 12 van dit besluit, treedt in werking op 1 september 2006.

Art. 50. De artikelen 42, §§ 1, 2, 3; 60; 61; 63; 64; van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd bij de artikelen 12, 14, 15, 16 en 17 van dit besluit treden in werking binnen een termijn van twee maanden vanaf de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 51. Artikel 87, 4^e lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals ingevoegd bij artikel 22 van dit besluit, heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2004.

Art. 52. De Minister van Kinderwelzijn wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 9 december 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 38

[C — 2005/31465]

10 NOVEMBER 2005. — Besluit van het Verenigd College tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van 19 juli 2001 betreffende de erkenning van mammografische eenheden voor borstkankeropsparing

Het Verenigd College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, I, 2^o;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van 19 juli 2001 betreffende de erkenning van mammografische eenheden voor borstkankeropsparing, gewijzigd bij besluit van het Verenigd College van 7 maart 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Europese Commissie bij de Europese aanbevelingen voor kwaliteitsbewaking bij mammografische screening al een addendum « Addendum on digital mammography to chapter 3 of the European Guidelines, version 1.0 » heeft opgenomen dat handelt over de fysische en technische aspecten van digitale mammografische screening;

Overwegende dat in studies is aangetoond dat voor populatiescreening bepaalde digitale systemen gelijkwaardig zijn met de klassieke mammografie die tot nu toe gebruikt wordt;

Overwegende dat de digitale technieken een snelle opgang maken in de radiologische praktijk en het dus nodig is duidelijkheid te scheppen over de kwaliteitsvereisten van de digitale screeningsmammografie, om te voorkomen dat ondoelmatig geïnvesteerd wordt en de graad van participatie aan het programma zou stagneren;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is dat het Verenigd College zonder verwijl artikel 12 van het besluit van het Verenigd College van 19 juli 2001 betreffende de erkenning van mammografische eenheden voor borstkankeropsparing wijzigt om zijn Leden, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, te kunnen belasten met de vaststelling van de voorwaarden tot het gebruik van de digitale mammografie voor borstkankeropsparing in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

Op voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De de eerste zin van artikel 12 van het besluit van het Verenigd College van 19 juli 2001 betreffende de erkenning van mammografische eenheden voor borstkankeropsparing, gewijzigd bij besluit van het Verenigd College van 7 maart 2002, wordt vervangen als volgt :

« Binnen de voorwaarden gesteld door de Ministers, gelden voor mammografische eenheden die over een digitaal mammografietoestel beschikken, dezelfde criteria voor beeldkwaliteit en dosimetrie. »

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 38

[C — 2005/31465]

10 NOVEMBRE 2005. — Arrêté du Collège réuni portant modification de l'arrêté du Collège réuni du 19 juillet 2001 relatif à l'agrément d'unités de mammographie pour le dépistage du cancer du sein

Le Collège réuni,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1^{er}, I, 2;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 19 juillet 2001 relatif à l'agrément d'unités de mammographie pour le dépistage du cancer du sein, modifié par l'arrêté du Collège réuni du 7 mars 2002;

Vu l'urgence;

Considérant que la Commission européenne a déjà complété les recommandations européennes pour le contrôle de la qualité lors du dépistage par mammographie par un addendum « Addendum on digital mammography to chapter 3 of the European Guidelines, version 1.0 » portant sur les aspects physiques et techniques du dépistage par mammographie numérique;

Considérant que des études ont montré que, pour le dépistage de la population, certains systèmes numériques sont équivalents à la mammographie classique utilisée jusqu'à présent;

Considérant que les techniques numériques connaissent une progression rapide dans la pratique radiologique et qu'il est par conséquent nécessaire de préciser les exigences de qualité pour la mammographie numérique de dépistage afin d'éviter des investissements mal adaptés et que le taux de participation au programme n'augmente pas;

Considérant qu'il est s'impose, dès lors, que le Collège réuni modifie sans délai l'article 12 de l'arrêté du Collège réuni du 19 juillet 2001 relatif à l'agrément d'unités de mammographie pour le dépistage du cancer du sein, afin de pouvoir charger ses Membres, compétents pour la Politique de Santé, de la détermination des conditions d'utilisation de la mammographie numérique pour le dépistage du cancer sur le territoire bilingue de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de Santé;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. La première phrase de l'article 12 de l'arrêté du Collège réuni du 19 juillet 2001 relatif à l'agrément d'unités de mammographie pour le dépistage du cancer du sein, modifié par l'arrêté du Collège réuni du 7 mars 2002, est remplacée par la disposition suivante :

« Dans les conditions fixées par les Ministres, les mêmes critères de qualité d'image et de dosimétrie sont d'application pour les unités de mammographie qui disposent d'un appareil de mammographie numérique. »